

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 10 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



CGM BIO-ENERGY

2 rue de Chartres
28700 Umpeau

Références : VAT20230372
Code AIOT : 0010014356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement CGM BIO-ENERGY implanté La Croix Blanche 28700 Francourville. L'inspection a été annoncée le 30/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CGM BIO-ENERGY
- La Croix Blanche 28700 Francourville
- Code AIOT : 0010014356
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites réservées à l'inspection du 30 novembre 2022,
- le respect des prescriptions relatives à la gestion d'exploitation, à la surveillance des risques d'incendie et d'explosion, aux dispositifs de rétention et à la gestion des nuisances odorantes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Dossier installation classée.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
8	Collecte des effluents liquides.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38	Susceptible de suites	Sans objet
9	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	/	Sans objet
10	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	/	Sans objet
11	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32	/	Sans objet
12	Injection d'air dans le biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	/	Sans objet
13	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	/	Sans objet
15	Isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	/	Sans objet
19	Admission des matières entrantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	/	Sans objet
20	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 2.1.1.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserve incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Susceptible de suites	Sans objet
2	Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Intégration dans le paysage.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8	Susceptible de suites	Sans objet
4	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Susceptible de suites	Sans objet
5	Envol des poussières.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
7	Formation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28	Susceptible de suites	Sans objet
14	Raccords des tuyauteries de biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 ter	/	Sans objet
16	Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49	/	Sans objet
17	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.2.1.	/	Sans objet
18	Réception des matières entrantes	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.2.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors du contrôle du site le 30 novembre 2022, l'inspection des installations classées avait constaté que la réserve incendie n'était pas disponible. Par mail du 18 janvier 2023, l'exploitant a indiqué, photo à l'appui que la réserve incendie avait été mise en place. Néanmoins, l'inspection des installations classées avait indiqué que la capacité et l'éloignement de cette réserve par rapport aux zones de stockages devaient faire l'objet d'une vérification ultérieure.
Lors de l'inspection du 28 juin 2023, l'exploitant a indiqué que la capacité de la réserve incendie s'élève 120 m ³ et a précisé que son éloignement par rapport aux zones de stockages avait été validé par le service d'incendie et de secours le 6 août 2020 lors de l'instruction de la demande de permis de construire de l'installation.
L'inspection des installations classées a constaté la présence de la réserve incendie (bâche souple). La capacité de cette réserve est indiquée sur la bâche souple.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté.</p>
Constats : Conforme.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté que le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation. Ce plan indique les différentes zones correspondant à ce risque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Intégration dans le paysage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté la réalisation des aménagements paysagers prévus dans le dossier de demande d'enregistrement, à savoir la présence d'une clôture et d'un merlon tout autour du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture de l'installation.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : [...] Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Conforme.
Observations : Les heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation sur le plan général des ateliers et des stockages affiché à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Envol des poussières.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Envol des poussières.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour prévenir les envols de poussières et les dépôts de matières diverses : [...] les surfaces sont engazonnées et des écrans de végétation sont mis en place.
Constats : Conforme.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté l'engazonnement des surfaces et la mise en place des écrans de végétation (haies).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier installation classée.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :[...] <ul style="list-style-type: none"> — les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; — les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; — les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; — les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.
Constats : Absence de vérification périodique des installations électriques.
Observations : L'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none"> * les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation : charbon actif, éthylène glycol et monopropylène glycol, * les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. Ce registre a été mis en place le 1er septembre 2022. Sur ce registre, est mentionnée la vérification par la société EUROFEU le 13 février 2023, des extincteurs présents sur le site (1 extincteur 6 litres, 1 extincteur 9 kg ABC, 1 extincteur 6 kg ABC et deux extincteurs 5 kg CO2). <p>Les équipements de méthanisation n'étant pas couverts, il n'y a pas lieu de transmettre un document justifiant les propriétés de résistance au feu des locaux (article 15 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010).</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de conformité délivrée par la société ITESYA le 29 juillet 2021 lors de la mise en service des installations électriques. Néanmoins, aucune vérification des installations électriques n'a été réalisée en 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant.</p> <p>Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée.</p> <p>La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.</p> <p>A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les trois gérants du site ainsi que la personne en charge de la conduite de l'exploitation au quotidien ont été formés par le concepteur du méthaniseur VALOGREEN sur la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les formations ont été délivrées pendant une semaine à raison d'une demi-journée ou d'une journée. <p>L'exploitant a été en mesure de présenter l'ensemble des attestations délivrées par VALOGREEN. Ces attestations précisent les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Collecte des effluents liquides.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires souillées des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan des réseaux de collecte des effluents. Ce plan fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.</p>
Constats : Le plan des réseaux de collecte des effluents aqueux n'est pas actualisé suite aux travaux réalisés sur le site.
Observations : Lors de l'inspection du 14 février 2022, l'inspection des installations classées avait constaté que le réseau ne prévoyait pas une gestion séparée des eaux pluviales de toiture non polluées (hangar de maintenance et de bureaux), celles-ci devant être rejetées dans le réseau des eaux potentiellement polluées.
<p>En mai 2022, l'exploitant a couvert la plateforme de séparation de phase digestat solide en construisant un hangar à auvent avec bardage.</p> <p>Dans le cadre de ces travaux, l'ensemble des eaux pluviales de toitures (eaux de toitures des bureaux, du hangar à maintenance et de la plateforme) a été collecté séparément des eaux pluviales polluées. Ces eaux pluviales sont rejetées par infiltration dans une noue située à proximité immédiate de la plateforme, du hangar et des bureaux.</p> <p>Compte tenu de ces modifications, le plan des réseaux de collecte des effluents aqueux doit être actualisé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle.</p> <p>Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p>
Constats : Absence d'un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité formalisé.
<p>Observations : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité formalisé.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une vérification de l'étanchéité des équipements est réalisée à chaque chargement et à chaque déchargement de matières.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle qu'après deux ans de fonctionnement de l'installation, un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée doit être effectué. De même, un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) doit être réalisé à une fréquence semestrielle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ; -la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
Constats : Les consignes relatives à la prévention des risques sont incomplètes.
<p>Observations : L'exploitant dispose de consignes relatives à la prévention des risques. Ces consignes ne comportent pas notamment l'interdiction de brûlage à l'air libre, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations, les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité,...</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. Les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'arrête-flammes équipant la torchère est conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020).
Observations : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz (torchère). Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que l'arrête-flammes équipant la torchère est conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020). L'exploitant a précisé que la torchère avait été mise en route en septembre 2022, soit avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz (octobre 2022).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Injection d'air dans le biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H₂S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le dispositif d'injection d'air dans le biogaz est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.</p> <p>L'exploitant n'a pas établi une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p> <p>Observations : L'installation est équipée d'un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H₂S. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.</p> <p>L'exploitant n'a pas établi une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'une consigne spécifiant notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion mis en œuvre pendant les phases de démarrage ou de redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation.</p> <p>Observations : L'exploitant dispose de consignes établies par le constructeur du digesteur en date du 28 juillet 2021 et d'un mode opératoire rédigé par le constructeur de la torchère en date du 29 mars 2017. Néanmoins, il ne dispose pas d'une consigne spécifiant notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion mis en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Raccords des tuyauteries de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14 ter
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté que les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Isolement des eaux accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : Le dispositif d'obturation n'est pas à déclenchement automatique ou commandable à distance. Il n'est pas clairement signalé et ne peut pas être mis en oeuvre dans des délais brefs. L'exploitant ne dispose pas d'une consigne définissant les modalités de mise en oeuvre de ce dispositif.
Observations : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un bassin de confinement d'un volume de 1500 m ³ . En sortie de ce bassin, est installé un dispositif d'obturation (vanne d'isolement). Ce dispositif d'obturation n'est pas à déclenchement automatique ou commandable à distance. Il n'est pas clairement signalé et ne peut pas être mis en oeuvre dans des délais brefs. L'exploitant ne dispose pas d'une consigne définissant les modalités de mise en oeuvre de ce dispositif.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 35.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'installation dispose d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs (laveur de gaz). L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'un contrôle de cet équipement doit être réaliser au minimum une fois tous les trois ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de matières traitées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'unité de méthanisation a une capacité de traitement de 45 t/j de déchets non dangereux.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'installation a été mise en service en octobre 2022. La quantité de matières traitées d'octobre à décembre 2022 s'est élevée à 42 tonnes par jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Réception des matières entrantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 1.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières du gisement prévisionnel sont les suivantes : - 02 01 03 : déchets de tissu végétaux - 02 03 01 : boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation - 02 03 04 : matières impropres à la consommation ou la transformation - 02 03 05 : boues provenant du traitement in situ des des effluents - 02 04 03 : boues provenant du traitement in situ des effluents - 02 04 99 : déchets non spécifiés par ailleurs - 02 06 01 : matières impropres à la consommation ou à la transformation - 02 07 02 : déchets de la distillation de l'alcool - 02 07 04 : matières impropres à la consommation ou à la transformation - 20 02 01 : déchets biodégradables
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants sur le site au titre de l'année 2022. Les déchets réceptionnés sur le site sont tous des déchets autorisés à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Admission des matières entrantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur ou à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable L'information préalable contient également a minima : Source et origine de la matière (procédé conduisant à la production du déchet) Données concernant sa composition et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques Son apparence (couleur, odeur, apparence physique) Les conditions de transport Le code du déchet
Constats : L'exploitant ne dispose pas des fiches d'information préalable à l'admission pour tous les déchets réceptionnés sur son site.
Observations : L'exploitant ne dispose pas des fiches d'information préalable à l'admission pour tous les déchets réceptionnés sur son site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6 mois après la mise en service de l'installation, l'exploitant réalise une étude de caractérisation des odeurs liées au fonctionnement de l'installation (réception, stockage, traitement). Cette étude inclut une caractérisation des odeurs perçues au niveau des habitations les plus proches et notamment à Francourville. 9 mois après la mise en service de l'installation, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'étude accompagnée le cas échéant des mesures techniques et opérationnelles visant à réduire les odeurs perçues par les riverains, incluant un échéancier de réalisation. Les mesures sont mises en place selon l'échéancier transmis.
Constats : Absence de transmission de l'étude de caractérisation des odeurs liées au fonctionnement de l'installation à l'inspection des installations classées 9 mois après la mise en service de l'installation.
Observations : L'étude de caractérisation des odeurs liées au fonctionnement de l'installation a été réalisée par la société ODOURNET en mai 2023. Cette étude a inclus une caractérisation des odeurs perçues au niveau des habitations les plus proches, soit à des distances de 1100 mètres, 1200 mètres, 1400 mètres et 2150 mètres. Absence de transmission de l'étude de caractérisation des odeurs liées au fonctionnement de l'installation à l'inspection des installations classées 9 mois après la mise en service de l'installation. La mise en service de l'installation a été réalisée début octobre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet